

monde dans notre rôle de protecteur de la paix si nous n'étions pas membres de l'OTAN. Cela est particulièrement vrai dans le cas des pays en voie de développement, dont un grand nombre sont en conflit direct avec les anciennes puissances coloniales membres de l'OTAN. Le Portugal nous offre un excellent exemple des pays qui craignent d'avoir affaire aux États-Unis ou à l'Union soviétique. Si nous étions un pays émergent et que l'on nous demandait sérieusement si nous préférons traiter avec un Canada indépendant ou avec un Canada dont les services d'espionnage militaire sont en relation avec ceux du Portugal et de la Grèce et avec la C.I.A. américaine, nous répondrions assurément non, que nous préférierions demeurer indépendants.

Un Canada qui ne serait pas membre de l'OTAN serait libre aux Nations Unies de critiquer également les deux puissances dominantes du monde. Lorsque nous avons critiqué, avec raison, l'attaque barbare de la Russie contre la Tchécoslovaquie, cela aurait été plus significatif pour le reste du monde si nous nous étions associés auparavant aux milliers de citoyens des États-Unis qui ont condamné l'invasion de la République dominicaine et du Vietnam par leur pays. Une telle liberté de critiquer est vraisemblablement bien loin d'être permise à des pays membres de l'OTAN.

Enfin, en ce qui concerne le retrait des forces canadiennes de l'OTAN, cela ne signifie pas que nous refuserions de venir à la défense de nos anciens alliés si l'un ou l'autre, ou tous étaient attaqués. On pourrait mettre à la disposition des Nations Unies une force mobile tactique, comme l'ont suggéré nombre de députés de tous les partis, et pourrait servir à arrêter ou empêcher les actes d'agression dans n'importe quel pays du monde, en Europe occidentale, en Asie du Sud-Est ou ailleurs. Le Canada devrait être fier de faire un apport de ce genre.

Le deuxième objectif que le Canada devrait avoir en matière de politique étrangère a trait à l'aide aux pays sous-industrialisés. Comme on l'a dit tant de fois, les deux tiers de la population du globe vivent dans la pauvreté. Ils sont pauvres sous tous les rapports: santé, instruction, logement. Un de nos principaux objectifs en matière de politique étrangère devrait être de faire de notre mieux pour modifier cette situation. C'est avec plaisir que j'ai remarqué l'intention du premier ministre de prendre cet objectif sérieusement. Toutefois, les réponses aux questions inscrites au *Feuilleton* par le député d'York-Sud (M. Lewis) révèlent très clairement que le Canada met l'accent sur l'aide considérable aux pays en voie de développement et qu'on se leurre. Les réponses révèlent que son dossier n'est pas

très bon par rapport aux autres pays industriels moins prospères que lui.

En nous retirant complètement de l'OTAN et en modifiant en même temps nos exigences militaires, nous pourrions réduire sensiblement nos dépenses en matière de défense. Un spécialiste, M. Escott Reid, directeur du Collège Glendon à l'Université York, estime très sérieusement que nous devrions réduire de moitié notre budget militaire de 1.8 milliard. Même si ses estimations sont exagérées et que le budget ne pourrait pas être réduit d'autant, il est certain que des millions de dollars pourraient être retranchés et nous pourrions alors verser cette somme aux pays pauvres du monde, à nos amis du Commonwealth, à nos amis membres des Nations Unies et à nos plus récents amis du monde francophone.

Un troisième objectif est la protection des sociétés démocratiques. Quelle part dans la charte des Nations Unies, on s'engage à protéger les sociétés démocratiques. Quelle imposture, monsieur l'Orateur. Ne devrions-nous pas parler franchement? Le Portugal est un pays fasciste. La Grèce est un pays fasciste ou quasiment. D'après Andreas Papandreu, membre senior et respecté de l'ancien gouvernement démocratique de Grèce, l'Agence centrale de renseignements des États-Unis a grandement contribué à l'établissement du nouveau régime et à la chute du précédent. Ne sommes-nous pas hypocrites lorsque nous condamnons la brutalité et la violation des valeurs humaines par les Russes en Tchécoslovaquie, alors que nous feignons d'ignorer le même climat de violence qui règne au Portugal et en Grèce? Une fois encore, j'affirme que notre qualité de membre de l'OTAN nous empêche de parler et de nous porter à la défense de la démocratie.

L'objectif suivant est le maintien de notre souveraineté nationale. Depuis la naissance des nations États, une des fins principales de la politique extérieure est de sauvegarder la souveraineté nationale. Du point de vue militaire, cela signifie la garde de ses frontières. Si nous songeons à notre situation géographique et aux armes modernes, il y a lieu de nous demander si une défense militaire a la moindre importance pour la sauvegarde de la souveraineté du Canada. Qui nous attaquera? Est-il probable que les Russes envoient des troupes par le pôle nord? Est-il probable que les États-Unis envoient leurs soldats attaquer notre frontière méridionale? Serions-nous en mesure d'arrêter l'un ou l'autre de ces deux pays s'ils décidaient de nous attaquer?

Nous devrions renoncer à toute tentative futile de défense de nos frontières. Nous devrions plutôt rechercher sérieusement des moyens d'utiliser notre situation géographique pour parer au plus grand danger qui menace le genre humain. Je parle, bien entendu, de la